



EMPLOI, SALAIRE : 2 leviers pour sortir de la CRISE

40 ans que les gouvernements successifs cherchent à masquer l'inefficacité sociale de leurs choix par des contre-vérités.

L'idée que répondre aux besoins des actionnaires, des entreprises et des plus riches amènerait croissance économique et prospérité pour les populations est, aujourd'hui, remise en cause.

- L'origine de la crise, ce n'est ni les salaires, ni la sécurité sociale, ni la dette publique, c'est bien la volonté politique de mettre la société au service des actionnaires et des marchés financiers.

- En culpabilisant les salariés et en les rendant responsables de la crise, le pouvoir réussit le tour de force de les ponctionner un peu plus par le biais d'une « solution miracle » : l'austérité budgétaire.



Pourtant, d'autres solutions existent.

SALAIRE



AUGMENTER LES SALAIRES :

La croissance économique est basée sur les richesses créées dans les entreprises. C'est le PIB (Produit Intérieur Brut).

Paradoxe, la croissance économique, en récession, est due pour moitié à la consommation donc le pouvoir d'achat reste le moteur de l'économie.

Ainsi, le gouvernement, en augmentant les cotisations des mutuelles de 1% et en instaurant la TVA sociale, portera un nouveau coup au pouvoir d'achat des salariés donc à l'économie.

LA CGT PROPOSE

- Un SMIC à 1 700 € bruts comme base de départ des grilles de salaires de toutes les professions et de tous les minima conventionnels,
- L'augmentation des pensions de retraite au niveau du SMIC revendiqué, soit 1700€bruts,
- La reconnaissance des qualifications et un véritable déroulement de carrière,



Le salaire n'est pas une récompense !

C'est la rémunération du temps de travail, de la qualification, des savoir-faire et de l'expérience.

Salaire direct : c'est le salaire net payé en fin de mois.

Salaire socialisé : ce sont les cotisations sociales salarié et employeur qui financent la sécurité sociale (maladie, famille, retraite et l'assurance chômage)



GAGNER SUR LES SALAIRES, C'EST POSSIBLE !



Les salariés de St Gobain à Nemours (Métallurgie) gagnent par la lutte.

Ils obtiennent

- + 2,1 % sur l'ancienneté et + 0,2 % individuellement,
- 158 € de prime exceptionnelle,
- + 300 € de prime de vacances indexée sur le coût de la vie,
- Les tickets restaurant à 5,1 €
- et 1,5 jours de grève payée.

EMPLOI

DÉVELOPPER L'EMPLOI EN REPONSE AUX BESOINS :



Que ce soit dans le public ou dans le privé, l'emploi reste la variable d'ajustement du patronat et du gouvernement pour assurer la rentabilité du capital.

SERVICES PUBLICS : moins de fonctionnaires et plus d'inégalités !

Les services publics sont le bien commun de tous. Ils contribuent à la construction d'un socle commun favorisant la cohésion sociale d'un pays et l'émancipation des salariés. Ils sont un véritable outil de solidarité entre les citoyens.

Dans le cadre de la réduction des dépenses publiques, l'état met en œuvre une réduction drastique du nombre de fonctionnaires, c'est la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite.

Dans la SANTÉ

L'Agence Régionale de Santé, outil des politiques de réduction des solidarités menées par le gouvernement, s'acharne sur la santé publique.

Après les regroupements contraints de structures privées souvent en difficulté avec des hôpitaux publics déficitaires à cause de la tarification à l'acte (T2A), elle poursuit les fermetures de services dans les hôpitaux publics à qui elle impose des quotas auxquels ne sont pas soumis leurs homologues du privé.

Le dernier exemple en date, c'est la chirurgie ORL de l'hôpital de Montereau où on impose la fermeture du service pour un nombre d'actes insuffisants, alors que les deux cliniques privées sur le même secteur ne sont pas inquiétées...

Les mesures actuelles visent à réduire la permanence des soins, mettant en danger les populations avec la fermeture des blocs chirurgicaux la nuit dans nombre d'hôpitaux du département.



La CGT revendique des structures de proximité, de plein exercice et 100% publiques pour prendre en charge la prévention et le soin.

La CGT exige que la prise en charge des personnes en situation de handicap comme celles en situation de perte d'autonomie relève de l'assurance maladie.

Elle revendique la création d'un service public de l'aide à l'autonomie, adossé au tissu associatif existant.

Dans l'ÉDUCATION

Le budget de l'Etat pour 2012 n'échappe pas à la logique de casse du service public.

Après les 66 000 suppressions de postes dans l'éducation nationale depuis 2007, le parlement vient de voter la suppression de 14 280 postes supplémentaires (dont 12 250 d'enseignants), **alors même qu'un rapport de l'OCDE pointe la faiblesse du taux d'encadrement.**

En Seine-et-Marne, ce sont encore 29 postes de professeurs des écoles qui vont être supprimés alors que les écoles vont devoir accueillir 979 élèves supplémentaires pour la rentrée 2012.

Dans le collimateur également, les Réseaux d'Aide Spécialisés à l'Enfance en Difficulté, les fameux **RASED**. En tout, cela représente 104 fermetures de postes d'enseignants spécialisés qui fragiliseront plus encore les populations en grande difficulté.

L'échec scolaire n'est pas une fatalité, comme la crise d'ailleurs. Il se construit ou se prévient -selon les choix et les orientations politiques...

Les collèges ne seront pas épargnés non plus.

En Seine-et-Marne, c'est une vingtaine de postes qui seront supprimés alors que l'on attend 1059 élèves en plus !

Les lycées ne sont pas plus à la fête : 3467 élèves supplémentaires attendus à la rentrée 2012 et 400 postes



La CGT revendique des classes à 25 élèves maximum (20 en petite section, CP et CM2), seule condition pour prévenir l'échec scolaire et préparer la réussite de tous.

Elle demande la réouverture des structures spécialisées permettant l'accueil des enfants en situation de handicap et de retard scolaire.

QUEL EMPLOI ?

LES VOYANTS DE LA PRÉCARITÉ DANS LE ROUGE...

La Seine-et-Marne en chiffres :

- De 2008 à 2012, + 40 % de privés d'emploi, + 67 % d'inscrits à Pôle-Emploi dont 50,3 % de femmes,
- + 20 % de bénéficiaires au RSA en 1 an,
- Licenciements économiques : -2,7 %,
- Fin de contrat : + 15 %,
- Ruptures conventionnelles : + 10,2 %,
- Autres licenciements (faute, inaptitude) : + 7,5 %

Ce sont bien les salariés qui payent les effets d'une crise dont-ils ne sont pas responsables !

Les femmes sont plus marquées par cette augmentation.



EMPLOI INDUSTRIEL

GAGNONS LA REINDUSTRIALISATION

L'INDUSTRIE AU SERVICE DE L'ECONOMIE ET EN REPONSE AUX BESOINS :

Depuis 40 ans, les choix politiques privilégient la finance au développement économique, notamment dans le secteur industriel, placé entre les mains des financiers au nom du dogme de la concurrence libre et non faussée.

Les actionnaires ne se soucient pas des conséquences à moyen et long terme pour le pays, son économie et ses habitants.

La puissance publique accompagne les politiques « industrielles » décidées par les grands groupes, agissant sur le coût du travail (modulation salariale, du temps de travail et exonérations de cotisations sociales – 172 milliards d'euros en 2010) et sans vision de développement stratégique ni ambition sociale.

Dans l'industrie, la création d'emplois et de nouvelles filières a un impact beaucoup plus large, puisqu'un emploi industriel engendre au moins 3 emplois induits et que l'emploi industriel crée 3 fois plus de richesses que les emplois de service.

Une telle politique a eu pour seul résultat : la dégradation des solidarités, la destruction des emplois et le recul de l'économie française.



La CGT porte l'exigence d'une Industrie forte et compétitive basée sur un socle social fort (salaire, qualification) ainsi que de nouveaux droits d'intervention des salariés.

POUR SORTIR DE LA CRISE, IMPOSONS D'AUTRES CHOIX !

Pour la CGT,

- Il faut que les statuts d'emploi stables soient la norme (CDI et emplois statutaires de fonctionnaires) et que les formes de contrat précaires restent des exceptions.
- Elle porte l'exigence d'un nouveau statut du travail salarié et d'une sécurité sociale professionnelle qui permettraient aux salariés de conserver leurs droits même en changeant d'entreprise, y compris d'obtenir une progression continue de leur salaire.

Plus d'emplois stables, c'est plus de cotisations sociales dans les caisses de la sécurité sociale. C'est donc moins de déficit pour l'état...

L'intervention syndicale doit donc se concevoir à la fois sur l'immédiat mais aussi sur le long terme, dans et hors l'entreprise. La CGT a produit un 4 pages intitulé « ça suffit ! » dans lequel elle expose ses dix propositions pour sortir de cette crise systémique. Toutes ces propositions s'appuient sur les constats et l'analyse de la crise.

En voici les grandes lignes :



1. Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux,
2. Contrôler les aides publiques aux entreprises,
3. Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements,
4. Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires,
5. Stopper les suppressions d'emplois,
6. Développer les politiques publiques et les moyens des services publics,
7. Réformer la fiscalité en profondeur,
8. Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédit à taux réduits pour financer l'investissement productif (emploi, formation, recherche, équipement),
9. Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux,
10. Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique.

Ces propositions nécessitent de :

- Cesser les politiques d'austérité budgétaire ;
- Utiliser autrement les aides accordées aux entreprises avec un regard et un contrôle de l'utilisation des fonds par les salariés et les élus ;
- Modifier la structure du budget de l'Etat (par exemple : le salaire des enseignants doit-il être considéré comme une simple dépense ou n'est-il pas un investissement ?) ;
- Revoir les finances publiques en réduisant l'impôt indirect et taxer plus les plus riches ;
- Revoir le rôle du système financier et donc celui des banques. Nationaliser les banques n'est pas suffisant, il

faut impérativement définir leur rôle. Le crédit ne doit pas servir à spéculer mais à investir ;

- Porter ces propositions à la dimension européenne et internationale. Par exemple, il faut pousser les politiques à donner un rôle incitatif vis-à-vis de l'emploi à la Banque Centrale Européenne, notamment lorsqu'elle accorde des prêts aux banques ;
- Revendiquer des droits pour tous les salariés dans le monde de manière à empêcher leur mise en concurrence ;
- Porter la nécessité de règles environnementales qui s'imposent à tous.

La CGT 77 appelle tous les salariés à se réunir en Assemblée Générale sur leur lieu de travail pour :

- Décider de débrayage,
- Participer à la Manifestation :



**Jeudi 12 avril 2012
à Melun**

Rendez-vous 12h Place St-Jean

Pour mes revendications,
mes droits,
je me syndique **Gagner, c'est possible**



Je Souhaite :

Prendre contact

Me syndiquer

Nom :
Prénom :

Adresse :

Tél :
Courriel :

Age :

Pour plus d'information et/ou renvoyer ce coupon : UD CGT 77,
15 rue pajol, 77007 MELUN CEDEX - Fax : .01.64.14.26.81
E Mail : udcgt77@wanadoo.fr